



Bonjour à toutes et à tous,

Merci d'être présents en ce 1^{er} mai 2012, date symbolique pour tous les travailleurs, moment charnière dans ce contexte politique pour tous nos concitoyens.

En ces temps de crise et de casse sociale, dans cette atmosphère nauséabonde où les étrangers, les syndicats, les minorités et ceux qui luttent pour l'égalité et la fraternité sont montrés du doigt et accusés d'être la cause de tous les maux présents et à venir, ce jour emblématique du 1^{er} mai doit être l'occasion de rappeler ce que jamais nous ne devrions oublier.

Depuis 1889, chaque 1er mai est une journée de manifestation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de cette classe laborieuse dont nous faisons partie. A l'époque, les travailleurs se battaient pour la limitation à 8heures de la journée de travail, c'est-à-dire, pour l'obtention de la semaine de 48h. On les traitait de fous, on les accusait de vouloir la ruine des industries, on prétendait qu'ils feraient celle de la France.

Ce type de discours, les classes dirigeantes continuent d'en relayer.

A chaque fois que nous, travailleurs, essayons d'améliorer notre sort, à chaque fois que luttons pour avoir les quelques miettes du gâteau qu'ils se partagent, à chaque fois que nous nous battons pour exiger plus de justice sociale, nous entendons les voix de ceux que cela menace s'élever et tenter de couvrir les nôtres.

Mais nous sommes plus nombreux et plus forts : si nous décidons de nous faire entendre, ils seront obligés de nous écouter, et de répondre à nos attentes. Plus que jamais, il est temps pour nous tous de nous mobiliser. Depuis des années, nous sommes malheureusement spectateurs de la casse sociale, de la perte considérable de droits conquis à force de lutte et de courage par nos camarades. On en vient à entendre des propos presque insultants pour la condition salariale :

Comment en effet peut-on entendre de la part de certains hommes politiques et des organisations patronales qu'il faut faciliter les licenciements en période de crise alors que c'est précisément là qu'il faut protéger les salariés ? Qu'est-ce que cela signifie ? Que c'est lorsque l'on ne licencie pas, que l'économie est au beau fixe et que les salariés peuvent facilement retrouver un emploi qu'il faut renforcer leurs protections contre les risques de cette perte d'emploi ?? C'est un non-sens. Lorsque tout va bien, que les sociétés font des bénéfices, que les actionnaires s'enrichissent, on ne répartit pas ces richesses au sein de la collectivité de travail. En revanche, lorsque les employeurs réalisent des marges plus faibles, qu'ils gagnent un peu moins, alors on demande aux salariés de faire des sacrifices.

On leur demande de travailler plus pour gagner, au mieux, autant. Oui parce que le « *travailler plus pour gagner plus* » non seulement est un mensonge, comme il est outrageant. D'abord, il s'agit souvent de travailler plus pour gagner moins à la fin du mois, de sorte qu'en travaillant plus, on gagne moins. Ensuite en disant que pour gagner plus il faut travailler plus, on essaie de faire croire aux salariés qu'ils sont coupables de leur situation de précarité. Que s'ils ne gagnent pas beaucoup, c'est qu'ils ne travaillent pas assez. C'est faux. Pour preuve : notre première place en termes de productivité. On les licencie pour faire des économies de bouts de chandelle sans penser que ces travailleurs ont des familles à nourrir et des crédits à payer. Il ne faut surtout pas que ceux qui détiennent les richesses soient freinés dans leur volonté vorace d'en avoir toujours plus.

Le vrai problème, c'est que les richesses sont concentrées entre les mêmes mains. Il n'y a pas de partage. Pour preuve, il n'y a jamais eu autant de millionnaires : 10,9 millions ! Les rémunérations des patrons du CAC 40 vont de 1,2 à 4,5 millions d'euros pour 2010 soit une moyenne de 2,5 millions, ce qui correspond à 150 SMIC ! Et pourtant cela ne leur suffit pas.

Pour continuer à voir leurs fortunes et leurs pouvoirs s'accroître, ils continuent de presser la masse des travailleurs, peu importe qu'ils soient usés, fatigués et dans des situations financières difficiles. Il faut la museler, la rendre plus précaire encore, car plus elle a peur, pensent-ils, plus elle sera docile. Ceux qui participent à cela, parmi le gouvernement, parmi les employeurs, parmi les actionnaires, ne considèrent pas les travailleurs comme des êtres humains, mais comme des pions devant leur permettre d'accumuler plus de richesses.

Ne nous laissons pas faire et comprenons que l'heure est grave. Actuellement, un règlement européen risque d'entrer en vigueur. Notez qu'il ne peut entrer en vigueur que si la France l'accepte. Ce règlement instaure la primauté des libertés économiques sur les droits sociaux, au premier rang desquels figure le droit fondamental de faire grève. Si ce règlement entre en vigueur, un employeur qui estimerait que la grève lui porte préjudice pourrait demander à ce qu'un tribunal y mette un terme. C'est la fin du droit de grève. Or le droit de grève, c'est le droit essentiel de la lutte des travailleurs, il est l'image suprême de l'Union des travailleurs contre l'injustice et l'arbitraire. Sans lui, nous sommes à la merci des dirigeants qui peuvent tout nous imposer sans que nous n'ayons aucune capacité de résistance, sans lui, nous sommes sans défense, sans lui, nous ne pouvons rien. Il nous faut refuser avec la fermeté la plus obstinée cette atteinte insupportable à notre droit collectif le plus essentiel.

Ce n'est pas tout. Sachez qu'actuellement, des négociations se tiennent au niveau national, des négociations où les organisations patronales demandent à ce que soit permis la possibilité pour ceux qu'elles représentent de baisser les salaires de leurs salariés et de modifier la durée de leur travail sans que ces derniers puissent s'y opposer, contrairement à ce qui est actuellement le cas. En cas de refus, ils pourraient être licenciés, sans même que l'employeur ait à justifier de difficultés économiques. Plus d'application du droit de licenciement ! Il suffit simplement que l'employeur se soit assigné un objectif de maintien de l'emploi, sans même qu'il soit sanctionné s'il ne l'a pas rempli. On soumet le contrat de travail aux aléas économiques, on fait baisser les salaires des salariés pour que soient maintenus ceux des dirigeants et des actionnaires. On partage les risques mais jamais les profits.

Il s'agit en outre d'une vision économique à court terme complètement faussée par les préoccupations des classes dominantes : protéger leurs propres intérêts. N'ont-ils pas compris que ce sont les salariés qui, par leur travail, produisent les richesses, et que la précarité et la misère économique de ces salariés ne peut conduire, à terme, qu'à plus de récession ? Nous, travailleurs, sommes ceux qui faisons tourner l'économie de la nation. Créer les conditions de la précarité et de la misère économique des travailleurs, ce n'est pas créer les conditions de la sortie de la crise, mais simplement faire se perpétuer la reproduction des inégalités. Alors ne vous laissez duper par ces discours conservateurs que l'on entend partout en Europe sur la rigueur. N'oubliez pas qui en est à l'origine, et quels intérêts ils servent !

Encore et toujours, c'est aux mêmes que l'on demande des efforts. Encore et toujours, ce sont aux travailleurs, aux plus précaires, aux plus fragiles de faire des sacrifices. Et pourquoi cela ? Pour que ceux qui possèdent l'argent et le pouvoir les conservent et en aient encore davantage.

C'est pourquoi, nous, à la fédération de la construction du bois et de l'ameublement CGT, nous revendiquons le SMIC à 1700 euros brut. Comment vivre décemment avec moi que cela ? Nos gouvernants, comme ils le font depuis des siècles, nous accusent d'être déraisonnables, pire, irréalistes ! Ils nous disent que cela n'est pas possible, qu'il n'y a pas d'argent. Pourtant, vous l'avez vu, de l'argent, il y en a. Nous, nous savons où aller le chercher.

S'ils ne font rien pour nous, c'est parce que cela ne les intéresse pas. Eux, ils n'ont pas de problèmes d'argent, eux, ils ne se demandent pas si à la fin du mois, après avoir réglé les différentes factures et les crédits il en restera encore assez pour se nourrir. Eux, ils ne se demandent pas s'ils vont avoir assez d'argent pour partir en vacances cette année, alors même qu'ils ne sont certainement pas ceux qui en ont le plus besoin.

Alors quand Nicolas Sarkozy multiplie son salaire de 140% pour qu'il atteigne 21.000 euros, il refuse d'accorder aux travailleurs le salaire qui leur permettrait de vivre dignement. Pourtant, lui, il dispose d'un logement de fonction à l'Élysée, d'une voiture avec chauffeur, de plusieurs résidences secondaires, d'avions privés dont il se sert à des fins personnelles, et de toute une série d'autres avantages.

Il n'y a pas qu'en matière de salaire que le gouvernement peut être cynique. L'écart d'espérance de vie entre un ouvrier et un cadre est de 7 ans. Cet écart passe à 10 ans lorsque l'on parle d'espérance de vie sans incapacité. Dans le secteur de la construction, l'âge moyen d'incapacité est de 52 ans. Port de charges lourdes, exécution de travaux pénibles et salissant, expositions à de fortes chaleurs ou à des températures glaciales, à des matières dangereuses, explosion des troubles musculosquelettiques dus aux mouvements répétés,... Nos dirigeants devraient venir avec nous, travailler sur les chantiers ou dans nos usines, juste une journée, pour qu'ils comprennent de quoi nous parlons, pour qu'ils vivent l'espace d'un instant ce que nous endurons toute notre vie. Là peut-être qu'ils accepteraient que les salariés ayant de tels métiers usant, pénibles, puissent avoir le droit de partir dignement à la retraite. Car oui, il s'agit d'un droit à la dignité. Les classes dirigeantes nous disent toujours, lorsqu'elles veulent justifier l'injuste réforme des retraites, que l'espérance de vie a augmenté, et que par conséquent, il nous faut travailler plus longtemps.

Sans même mentionner le fait que depuis la création du système de retraite nous produisons plus de richesses et que pour financer nos retraites il suffirait de taxer leurs profits, encore faut-il être en état de le faire. Et sur ce point, nous savons très bien que les travailleurs et les classes dirigeantes ne jouent pas dans la même catégorie.

C'est le moment d'affirmer avec vigueur que nous, citoyens, travailleurs salariés, nous sommes ceux qui faisons vivre ce pays, c'est nous qui en somme la richesse. Nous avons le pouvoir de changer les choses, nous avons le pouvoir d'agir sur notre avenir. En cette période si particulière, il nous faut le rappeler avec force à ceux qui prétendent vouloir nous représenter.

Les classes dirigeantes veulent nous diviser, diviser les citoyens entre eux et les monter les uns contre les autres, ils veulent briser le syndicalisme qui nous fédère et fait de nous ce bloc qu'ils savent dangereux. Ils nous craignent et ils ont raison, il est tant de le leur prouver.

Nous appelons les salariés à s'unir pour résister et se battre,
Que ceux qui sont avec nous continuent la lutte avec ardeur et que les autres les rejoignent,

Faisons entendre notre voix, montrons au prochain président qu'il devra compter avec nous !

Nous ne lâcherons rien !

Merci.

FNSCBA

Fédération Nationale des Salariés de la Construction - Bois - Ameublement

Case 413 - 263, rue de Paris - 93514 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 48 18 81 60 - Fax : 01 48 59 10 37 - CCF 4115-22 M Paris
Boîte aux lettres (e-mail) : construction@cgt.fr - Site internet : www.construction.cgt.fr